

Arrangements fiscaux fédéraux-provinciaux

Je réponds donc à vos questions. Je ne m'attarderai pas sur la question du séparatisme au Québec. Étudiez donc les sondages scientifiques qui ont été faits au Québec pendant les dix dernières années. Je crois connaître le Québec aussi bien que vous, et vous verrez que le pourcentage de gens en faveur du séparatisme au Québec n'a pas augmenté pendant tout ce temps.

Ces paroles ont été prononcées par le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social il y a un an à peine. Il agissait à l'époque en qualité de lieutenant du Québec. Il n'est plus aujourd'hui que caporal ou simple soldat; cependant, à l'époque, c'était lui qui était chargé de l'organisation du parti au Québec. Je tenais à signaler ces passages, car ils font ressortir d'une part l'orgueil papalard et arrogant de nos vis-à-vis, et d'autre part leur incompréhension évidente de la situation du Québec en ce qui concerne la gravité de la crise séparatiste. Par la suite, nous n'avons pas entendu le ministre nous dire un seul mot à ce sujet. Quoi qu'il en soit, nous savons qu'un autre ministre le remplace maintenant en tant que lieutenant ou d'organisateur du parti au Québec.

Nous savons que le gouvernement, depuis 1963 et surtout depuis l'arrivée au pouvoir du premier ministre actuel en 1967, a disposé de tous les moyens dont il avait besoin pour bien gouverner le pays, pour s'attaquer aux différents problèmes qui l'assaillent, et pour élaborer des solutions pertinentes, de façon que les provinces puissent rester ensemble et profiter des avantages manifestes de leur unité. Je dois malheureusement dire que ces «chefs»—je mets ce mot entre guillemets à dessein—n'ont pas su favoriser l'unité du Canada. L'équipe libérale qui a gouverné le Québec pendant des années n'a pas mieux réussi. Les libéraux avaient pris l'habitude d'essayer de faire croire aux Canadiens qu'eux seuls pouvaient maintenir l'unité nationale et ils rejetaient la responsabilité de la désagrégation de cette unité sur les Canadiens en général.

Presque chaque fois qu'il apparaît sur le petit écran, le premier ministre accuse les Canadiens d'être la cause des problèmes que le pays doit affronter. Il prétend faire de son mieux et selon lui, si ses efforts échouent, c'est que les Canadiens refusent obstinément d'appliquer les solutions qu'il préconise pour maintenir l'unité. C'est là un manque de jugement, car même si le premier ministre est aussi intelligent que les députés le pensent, ils savent très bien, et lui aussi d'ailleurs, que si l'existence même de la Confédération est remise en question, c'est avant tout à cause de ses politiques et de sa façon de gouverner.

Une voix: Il a le don de simplifier les problèmes à l'extrême.

M. Yewchuk: Les députés d'en face sont très susceptibles. Cela les dérange toujours qu'un député de ce côté-ci de la Chambre leur dise leurs quatre vérités. La vérité les blesse parce qu'ils l'ont bannie de leur univers. Je n'essaie pas de faire croire que je connais à fond les problèmes du Québec mais une chose est certaine: le député québécois qui vient d'intervenir n'est pas mieux placé que moi pour parler de la confédération au nom des habitants de l'Ouest.

J'entends également les commentaires désapprouvateurs du député du Nouveau-Brunswick. Ce que l'on remet en question, c'est la compétence du premier ministre et du gouvernement.

[M. Yewchuk.]

Leurs idées et leurs politiques ne reçoivent plus l'approbation générale. Il ne s'agit pas du différend qui oppose les anglophones aux francophones. Si les Canadiens ne suivent plus leur chef ni le gouvernement en bloc, c'est que les politiques fédérales ont divisé le pays plus qu'il ne l'a jamais été au lieu de renforcer l'unité nationale.

● (1630)

M. Breau: C'est votre avis.

M. Yewchuk: C'est mon avis et c'est bien ce qui se passe, je crois. Je tiens à dire aux députés d'en face qui commencent à s'agiter qu'ils devraient cesser de tenir les Canadiens responsables des problèmes que nous connaissons aujourd'hui et commencer à s'en prendre à eux-mêmes. Après tout, ce sont eux qui détiennent le pouvoir depuis près de 15 ans. Et regardez où en est notre pays après 15 ans de gouvernement libéral.

M. Whelan: Le pays va très bien.

M. Yewchuk: Le ministre de l'Agriculture (M. Whelan) ne fait certainement pas l'envie du reste du monde. Voyons un peu, monsieur l'Orateur, pourquoi les Canadiens sont fâchés. Les Canadiens ne sont pas fâchés les uns contre les autres. Je ne crois pas que les Canadiens anglais soient fâchés envers les Canadiens français et vice versa. Je crois que tous les Canadiens sont tout simplement mécontents de leurs gouvernements malhonnêtes, qui se sont montrés tout à fait incapables de comprendre leurs problèmes, et encore moins de les résoudre. C'est encore l'attitude du gouvernement d'aujourd'hui. Permettez-moi de citer un exemple à la Chambre. Même l'illustrateur ex-ministre des Finances, M. Turner, dégoûté, a laissé tomber toute cette bande. Mais il a contribué...

M. MacFarlane: Vous devriez le laisser parler pour lui-même.

M. Yewchuk: Je n'y manquerai pas.

M. MacFarlane: Je n'oserais pas.

M. Yewchuk: Lui aussi, il a contribué au problème qui existe au Canada, celui des relations entre la population et leurs représentants élus. Le gouvernement a adopté un programme d'indexation de l'impôt sur le revenu et je me souviens que le ministre en question, qui, je dois l'avouer, avait le respect des députés de tous les partis pendant presque tout son mandat, et peut-être des Canadiens de toutes les régions, a attaqué vertement mon ancien chef, le député de Halifax (M. Stanfield), dans sa ville natale, Truro, en Nouvelle-Écosse. Le ministre s'était rendu dans cette ville dans le but de critiquer les propositions relatives à l'indexation de l'impôt faites à l'époque par l'ancien chef de mon parti. En fait, il a passé une bonne partie de la campagne électorale de 1972 à reprocher à ce dernier d'avoir formulé de telles propositions, disant qu'elles pousseraient le pays à la faillite, que le Canada se désintégrerait totalement si l'on appliquait ce genre de régime fiscal. Et pourtant, contre toute attente, dès que les députés d'en face ont été réélus et ont formé un gouvernement minoritaire, ils ont proposé l'indexation.